



Richard Heuzé
rheuze@lefigaro.fr

À Rome

Paolo Gentiloni: « La Libye n'est pas une province de Daech »

Le ministre des Affaires étrangères italien estime que la mise en place d'un gouvernement d'union nationale à Tripoli est le seul moyen de stabiliser le pays

Depuis plusieurs mois, l'Italie mène une intense activité diplomatique face à une détérioration de la situation en Libye qui l'alarme. Paolo Gentiloni, qui a succédé à Federica Mogherini comme ministre des Affaires étrangères en octobre 2014, a œuvré sans relâche pour que démarre un processus de stabilisation à Tripoli.

LE FIGARO. - La conférence sur la Libye que vous coprésidiez avec John Kerry, le 13 décembre à Rome, et les accords de Skhirat (Maroc) du 16 décembre prévoyaient qu'un gouvernement d'union nationale s'installerait à Tripoli le 16 janvier. Cela sera-t-il possible ?

Paolo GENTILONI. - La majorité des Libyens soutient ces accords, mais ils sont fragiles et certains secteurs minoritaires en Libye y restent opposés. Un grand nombre de pays travaillent pour que ces accords soient respectés. Il est certain qu'il y a un consensus international et pas d'alternative. Un processus est en marche. Le plus difficile sera d'obtenir que le gouvernement sur le point d'être formé obtienne l'accord des deux tiers du Parlement libyen. Le Conseil présidentiel libyen est à l'œuvre, l'envoyé spécial de l'ONU aussi. C'est seulement si ce gouvernement obtient le soutien nécessaire du Parlement que la stabilisation du pays pourra commencer. C'est un passage fondamental.

Que prévoyez-vous s'il n'y a pas accord ?

Franchement, je ne vois pas d'alternative. Toute autre perspective serait très dangereuse pour la Libye et pour la communauté internationale. On peut contenir de diverses manières la menace terroriste, mais il n'existe pas d'autres moyens pour stabiliser le pays et pour commencer sa reconstruction.

Peut-on envisager une intervention militaire occidentale en Libye contre le terrorisme

en l'absence d'un gouvernement à Tripoli ?

Dans la phase actuelle, ce n'est pas possible. Ce serait même une très grave erreur. Européens et Américains parient tous sur la stabilisation du pays. S'il fallait, d'ici à quelques mois, prendre acte avec amertume que les Libyens ont renoncé à cette perspective, alors certainement une coalition internationale anti-Daech devra voir le jour comme en Irak ou en Syrie. Mais, encore une fois, ce n'est pas à l'ordre du jour, ni aujourd'hui ni demain. Le faire serait admettre que les efforts des Libyens courent à l'échec. Si nous devons intervenir contre le terrorisme, nous voudrions le faire à la demande d'un gouvernement libyen, pour le soutenir.

À la tribune de l'ONU, en septembre, Matteo Renzi revendiquait pour l'Italie un « rôle guide pour la stabilisation de la Libye ». Qu'en est-il ?

Sur le plan diplomatique, nous avons cherché à rendre plus facile la vie des parties libyennes voulant parvenir à un accord. Des pays arabes aux positions pourtant différentes ont joué un rôle important. Depuis plusieurs mois, l'Italie, avec le concours des cinq membres permanents du Conseil de sécurité et d'autres pays européens, comme l'Espagne et l'Allemagne, a cherché à jeter les bases d'une stabilisation de la Libye. De son côté, l'Union européenne a déboursé 100 millions d'euros.

Daech devient de semaine en semaine plus agressif en Libye. Comment le combattre ?



Peso: 72%

Il ne faut ni le sous-évaluer, ni décrire la Libye comme une province de Daech. L'an dernier, le terrorisme s'était concentré à Derna. Il en a été chassé. Il s'est maintenant installé à Syrte d'où il mène des incursions très dangereuses, contre les installations pétrolières en Cyrénaïque. À Zliten, il a commis un attentat d'une extrême gravité le 7 janvier contre un objectif symbolique, une caserne de jeunes recrues des gardes-côtes.

Au lendemain de l'attentat d'Istanbul mardi dernier, Federica Mogherini, chef de la diplomatie européenne, a affirmé que le califat envoie ses kamikazes aux quatre coins du monde parce qu'il est affaibli sur le terrain. Est-ce votre analyse ?

Daech a certainement perdu du terrain, aussi bien en Irak qu'en Syrie. En Irak, il a été chassé il y a deux mois de Ramadi, son unique conquête en 2015. Chaque ville reconquise doit être gérée sans sectarisme. L'Italie veille particulièrement à ce que les policiers irakiens qu'elle forme respectent la communauté sunnite. En Syrie, des progrès ont été accomplis grâce aux efforts du groupe international de soutien, qui compte 18 pays. Certes, les tensions récentes entre l'Arabie saoudite et l'Iran ont fait craindre l'échec de ces efforts. Nos récents contacts avec Ryad et Téhéran nous font espérer que, malgré les tensions, la première phase des négociations entre le régime d'Assad et les forces rebelles puisse démarrer. L'envoyé de l'ONU, Staffan de Mistura, me l'a dit, sans cacher toutefois les risques que ces tensions font peser et l'extrême difficulté d'engager des négociations. À la fin du mois, le président iranien Hassan Rohani fera une visite à Rome et au Vatican, puis à Paris, la première depuis l'accord sur le nucléaire. Espérons qu'elle servira à désamorcer ces tensions.

Les négociations sur la Syrie vont donc reprendre le 25 janvier à Genève. Avec Bachar el-Assad toujours au pouvoir à Damas. L'Italie estime-t-elle

qu'il doit partir et quand ?

Sans aucun doute. L'Italie a toujours estimé nécessaire son départ. Mais il serait illusoire d'en faire un préalable à un cessez-le-feu entre belligérants en Syrie. Les négociations doivent démarrer maintenant, même avec Assad au pouvoir. En même temps, il faut affronter d'urgence la crise humanitaire à Madaya. Il est clair cependant qu'Assad devra abandonner son pouvoir pendant les dix-huit mois de la phase de transition. Je crois que la Russie peut contribuer à ces négociations tout en assurant un changement de leadership à Damas.

L'Italie a annoncé qu'elle enverrait 450 militaires en Irak pour protéger les travaux de consolidation du barrage de Mossoul. Quand cela se fera-t-il ?

Ce barrage est dans un état alarmant. Une société italienne devrait être chargée du chantier. Mais le barrage se trouve dans une zone critique, non loin de Mossoul, qui est aux mains de Daech, dans un secteur du Kurdistan défendu par les peshmergas. La ligne de front n'est qu'à quelques kilomètres. Il faudra protéger les équipes qui vont travailler sur le barrage pendant de nombreux mois. Ce sera la tâche des militaires italiens qui pourraient être déployés au printemps en accord avec le gouvernement de Bagdad.

Quelles réactions suscitent chez vous les agressions du 1er janvier à Cologne ? Quels peuvent en être les conséquences ?

Ce sont des incidents honteux qui exigent une réponse très dure des autorités allemandes. Cela ne fait pas l'ombre d'un doute. Pour nous, la situation est très claire. Les flux migratoires ne sont pas un phénomène éphémère. Ils vont se poursuivre cette année avec des chiffres comparables à ceux de 2015. Ces flux ne peuvent être gérés avec les règles adoptées il y a un quart de siècle. Faute d'un effort d'organisation, il faut craindre qu'avec la reprise inévitable des arrivées de migrants au printemps, la situation devienne encore plus sévère. ■

Les flux migratoires ne sont pas un phénomène éphémère. Ils vont se poursuivre cette année avec des chiffres comparables à ceux de 2015. Ces flux ne peuvent être gérés avec les règles adoptées il y a un quart de siècle

PAOLO GENTILONI



RENCONTRE
« Si nous devons intervenir contre le terrorisme, nous voudrions le faire à la demande d'un gouvernement libyen, pour le soutenir. »
PAOLO GENTILONI



Peso: 72%